

ACCÈS AUX RESSOURCES DU

FONDS POUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS



FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE



TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....	2
GLOSSAIRE	3
INTRODUCTION	7
RÈGLES ET POLITIQUES APPLICABLES AU FONDS POUR LES PMA.....	7
DEMANDE DE FINANCEMENTS AU TITRE DU FONDS POUR LES PMA	8
PRÉPARATION POUR LA MISE EN OEUVRE DE PROJETS DANS LE CADRE DU CYCLE DE PROJET ALLÉGÉ DU FONDS POUR LES PMA	8
INFORMATIONS À COMMUNIQUER.....	12
APPROCHE-PROGRAMME	12
CRITÈRES D'EXAMEN DES PROJETS PRÉSENTÉS	13
Critères d'approbation de la FIP.....	13
Critères d'agrément/approbation des projets par le DG	13
COÛT DE L'ADAPTATION ET COFINANCEMENT	14
ACCÈS ÉQUILIBRÉ ET RESSOURCES DISPONIBLES PAR PAYS	15
PRÉPARATION ET ACTUALISATION DES PANA GRÂCE À L'ACCÈS DIRECT	17
ANNEXE I — Modèle de FIP	18
ANNEXE II — Modèle de demande de financement PPG dans le cadre du Fonds pour les PMA	23
ANNEXE III — Modèle de demande d'agrément du DG dans le cadre du Fonds pour les PMA...	27

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

BAfD	Banque africaine de développement
BAsD	Banque asiatique de développement
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BID	Banque interaméricaine de développement
BMD	Banque multilatérale de développement
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
DG	Directeur général
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIDA	Fonds international de développement agricole
FIP	Fiche d'identité du projet
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PANA	Programme d'action nationale pour l'adaptation au changement climatique
PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPG	Financement pour la préparation du projet
STAR	Système transparent d'allocation des ressources
STAP	Groupe consultatif pour la science et la technologie

Le **Fonds pour l'environnement mondial (FEM)** est l'organe de direction du Fonds spécial et du Fonds pour les PMA. Les politiques opérationnelles, les procédures et la structure de gouvernance du FEM s'appliquent à ces fonds, à moins que la Conférences des Parties et le Conseil du Fonds pour les PMA/Fonds spécial n'en décident autrement. La structure de gouvernance du FEM est composée de l'Assemblée, du Conseil, du Secrétariat, de dix Entités d'exécution, du Groupe consultatif pour la science et la technologie (STAP) et du Bureau indépendant du suivi et de l'évaluation.

Un **point focal technique du FEM**, désigné par chaque pays qui reçoit des financements du FEM, est chargé des aspects opérationnels des activités du FEM telles que l'aval des projets proposés afin d'en confirmer la conformité avec les priorités et plans nationaux, et la facilitation de la coordination, de l'intégration et des consultations dans le cadre du FEM au niveau national¹.

Le **Conseil du Fonds pour les PMA/Fonds spécial** est le principal organe directeur du Fonds pour les PMA. Il agit comme un conseil d'administration indépendant, ayant pour responsabilité première l'élaboration, l'adoption et l'évaluation des politiques et programmes du Fonds pour les PMA. Il est composé de 32 membres représentant les pays membres du FEM, dont 14 ressortissants de groupes de pays donateurs et 18 de groupes de pays bénéficiaires. Les décisions étant prises par consensus, le quorum est fixé aux deux tiers des membres du Conseil.

Le **directeur général (DG) et président** du FEM dirige le **Secrétariat du FEM**, qui coordonne la mise en œuvre des projets et programmes du Fonds pour les PMA, ainsi que la formulation de politiques et de stratégies opérationnelles.

Le **Secrétariat** du FEM coordonne la mise en œuvre générale des activités du FEM. Il fournit des prestations à l'Assemblée et au Conseil auxquels il rend compte. Le Secrétariat est dirigé par le **directeur général (DG)**, nommé pour un mandat de trois ans renouvelable par le Conseil.

Les **Entités d'exécution** du FEM en sont la branche opérationnelle. Le FEM élabore ses projets par le biais de dix Entités d'exécution : le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la Banque mondiale, la Banque africaine de développement (BAfD), la Banque asiatique de développement (BAsD), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque interaméricaine de développement (BID), le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

Le **Groupe consultatif pour la science et la technologie (STAP)** formule en toute indépendance des recommandations à l'adresse du FEM sur les aspects scientifiques et techniques des programmes et politiques. Les membres du STAP sont nommés par le directeur exécutif du PNUE, en consultation avec le DG du FEM, l'administrateur du PNUD et le président de la Banque mondiale.

Le **Bureau indépendant du suivi et de l'évaluation** fournit les éléments sur lesquels repose la prise de décisions concernant la modification et l'amélioration des politiques, des stratégies, de la gestion des programmes, des procédures et des projets ; il promeut la responsabilisation en ce qui concerne l'emploi des ressources par rapport aux objectifs des projets ; il consigne les activités menées et émet des avis à ce sujet, et il facilite la gestion du savoir sur les résultats, la performance et les enseignements tirés de l'expérience.

Les **points focaux du FEM** (représentants de pays) sont des agents publics, désignés par les pays membres, responsables des activités du FEM et chargés de veiller à ce que les projets du FEM soient impulsés par les pays et fondés sur les priorités nationales. La liste exhaustive des points focaux du FEM, comprenant le nom, le poste, l'organisme public, l'adresse complète, le numéro de téléphone, le numéro de télécopie et l'adresse électronique, est consultable à l'adresse : http://www.thegef.org/gef/focal_points_list.

1. http://www.gefcountrysupport.org/report_detail.cfm?projectId=172

Les **partenaires de projet** du FEM sont des organisations et des entités qui exécutent les projets sur le terrain. Il s'agit notamment de gouvernements, d'institutions nationales, d'organisations internationales, des collectivités locales, d'organisations non gouvernementales, d'institutions académiques et de recherche et d'entités privées².

Les organismes gouvernementaux, les ONG, les collectivités et les associations sont quelques exemples de **parties prenantes** à tout projet du FEM. De larges consultations avec des groupes de parties prenantes sont recommandées, dès le stade de planification du projet.

Une **fiche d'identité du projet (FIP)** est un bref descriptif (maximum 4 pages) d'une idée de projet utilisé par le FEM pour déterminer si un projet satisfait à certains critères de base. Si ces critères sont remplis, le projet est inscrit dans le portefeuille de projets en préparation, ce qui signifie que les fonds sont alloués au projet pour en couvrir le coût total (les fonds ne sont pas engagés avant l'agrément du DG).

Un **financement pour la préparation du projet (financement PPG)** représente des fonds d'un faible montant qui peuvent être utilisés pour couvrir une partie des coûts de la préparation du projet encourus par son promoteur.

2. <http://www.climatefundsupdate.org/listing/least-developed-countries-fund>





« Reconnaissant les besoins particuliers et la situation spéciale des pays les moins avancés [...] Décide d'adopter les directives initiales suivantes à l'intention d'une entité chargée d'assurer le fonctionnement du mécanisme financier de la Convention, pour le fonctionnement du Fonds pour les pays les moins avancés (Fonds pour les PMA), créé en vertu des décisions 5/CP.7 et 7/CP.7 en vue d'appuyer le programme de travail des pays les moins avancés, notamment l'élaboration des programmes d'action nationaux aux fins de l'adaptation (PANA) visés au paragraphe 11 de la décision 5/CP.7. »

(Extrait de la décision 27/CP.7, Septième Conférence des Parties, Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques)



INTRODUCTION

1. Les Nations Unies classent 49 pays dans la catégorie des pays les moins avancés (PMA), sur la base de trois critères : un faible revenu, de faibles actifs humains et un niveau élevé de vulnérabilité économique. La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) reconnaît la situation spéciale des PMA :

Les Parties tiennent pleinement compte, dans leur action concernant le financement et le transfert de technologie, des besoins particuliers et de la situation spéciale des pays les moins avancés.
(Article 4.9)

Le Fonds pour les pays les moins avancés (Fonds pour les PMA ou LDCF pour son sigle en anglais) a été établi en vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) à la septième session de la Conférence des Parties tenue à Marrakech et est géré par le Fonds pour l'environnement mondial. Le Fonds prend en compte les besoins spéciaux des 49 PMA qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes du changement climatique. En priorité, il soutient la préparation et la mise en œuvre des Programmes d'action nationaux pour l'adaptation (PANA), des stratégies impulsées par les pays qui recensent les besoins immédiats des PMA en matière d'adaptation au changement climatique.

2. Tout PMA qui est partie à la CCNUCC et a établi un PANA est admis à bénéficier de financements pour des projets au titre du Fonds pour les PMA³. Les pays visés à l'annexe II⁴ de la CCNUCC fournissent des financements au profit du Fonds pour les PMA, de même quelques pays visés à l'annexe I⁵ et tout pays non visé à l'annexe I⁶ qui souhaiterait contribuer librement au Fonds.

3. Deux principaux objectifs sont poursuivis dans le cadre du processus des PANA, qui englobe la préparation et la mise en œuvre :
 - Détermination des priorités d'adaptation des PMA à l'échelle nationale
 - Accès rapide des PMA aux fonds pour répondre aux besoins les plus urgents et immédiats

RÈGLES ET POLITIQUES APPLICABLES AU FONDS POUR LES PMA

4. Lorsque le Fonds pour les PMA a été créé par la Conférence des Parties à la CCNUCC à sa septième session, les Parties ont chargé le FEM de le gérer, avec la Banque mondiale comme Administrateur. Le FEM reçoit les directives de la Conférence des Parties à laquelle il rend compte. L'organe directeur du Fonds pour les PMA est le Conseil du Fonds pour les PMA/Fonds spécial, qui se réunit deux fois par an.
5. Le Fonds pour les PMA applique des procédures allégées et simplifiées pour faciliter l'accès rapide des PMA au Fonds. Pour une bonne gestion financière, le Fonds pour les PMA applique les normes fiduciaires, les mécanismes de gestion à objectifs de résultat et les méthodes de suivi-évaluation du FEM. Le Fonds pour les PMA applique également les politiques opérationnelles du FEM, sauf lorsque le Conseil du Fonds pour les PMA/Fonds spécial en décide autrement pour donner suite aux directives de la Conférence des Parties, comme indiqué dans le **tableau 2**. Le Fonds pour les PMA reçoit également des directives à caractère technique du Groupe d'expert des PMA.
















































3. Décision de la septième Conférence des Parties : Conférence des Parties, septième session, 29 octobre — 10 novembre 2001, Marrakech (Maroc)

4. Annexe II : Pays de l'OCDE et de l'Union européenne (2010)

5. Annexe I : Pays industrialisés visés par la Convention

6. Pays non visés par l'annexe I : Pays en développement visés par la Convention

TABLEAU 1. LISTE DES PMA AU MOIS DE NOVEMBRE 2010

 Afghanistan	 Mali
 Angola	 Mauritanie
 Bangladesh	 Mozambique
 Bénin	 Myanmar
 Bhoutan	 Népal
 Burkina Faso	 Niger
 Burundi	 Ouganda
 Cambodge	 République centrafricaine
 Comores	 République démocratique populaire lao
 Congo (République démocratique du)	 République unie de Tanzanie
 Djibouti	 Rwanda
 Érythrée	 Samoa
 Éthiopie	 Sao Tomé-et-Principe
 Gambie	 Sénégal
 Guinée	 Sierra Leone
 Guinée équatoriale	 Somalie
 Guinée-Bissau	 Soudan
 Haïti	 Tchad
 Îles Salomon	 Timor-Leste
 Kiribati	 Togo
 Lesotho	 Tuvalu
 Libéria	 Vanuatu
 Madagascar	 Yémen
 Malawi	 Zambie
 Maldives	

DEMANDE DE FINANCEMENTS AU TITRE DU FONDS POUR LES PMA

- Pour répondre aux besoins des PMA, le Fonds spécial a un certain nombre de particularités innovantes qui le distinguent des autres mécanismes de financement du FEM. Certaines de ces principales spécificités, récapitulées dans le **tableau 2**, sont examinées ci-après.
- Avant que le promoteur d'un projet d'adaptation à financer dans le cadre du Fonds pour les PMA n'ait accès aux financements, un PANA doit être élaboré et communiqué au Secrétariat de la CCNUCC pour publication sur le web⁷. Une fois que le PANA finalisé a été communiqué au Secrétariat de la CCNUCC, le

7. Au mois de juin 2010, 44 PANA avaient été finalisés, lesquels sont consultables à l'adresse http://unfccc.int/cooperation_support/least_developed_countries_portal/submitted_napas/items/4585.php.

TABLEAU 2. PRINCIPALES DIFFÉRENCES ENTRE LA CAISSE DU FEM ET LE FONDS POUR LES PMA

	FONDS FIDUCIAIRES CONVENTIONNELS DU FEM	FONDS POUR LES PMA
Le projet doit avoir des effets positifs pour l'environnement mondial	Oui	Non
Les projets doivent avoir des effets positifs au plan de l'adaptation	Non	Oui
Les financements sont alloués en application du Dispositif d'allocation des ressources ou du STAR	Oui	Non
Les projets sont financés suivant le principe du « surcoût »	Oui	Non
Les projets proposés sont approuvés de façon continue	Non	Oui
Le financement des projets repose sur le principe de « l'accès équilibré »	Non	Oui
Plafond pour les projets de moyenne envergure	(1 million de dollars)	(2 millions de dollars)

PMA est admis à bénéficier de financements pour sa mise en œuvre au titre du Fonds pour les PMA.

PRÉPARATION POUR LA MISE EN ŒUVRE DE PROJETS DANS LE CADRE DU CYCLE DE PROJET ALLÉGÉ DU FONDS POUR LES PMA

RÉSUMÉ DU PROCESSUS ET DES PRINCIPAUX CONCEPTS

- Le promoteur conçoit une idée de projet dans le cadre du Fonds pour les PMA et sollicite l'assistance d'une Entité d'exécution du FEM (voir figure 1).
- Le promoteur du projet obtient l'aval du point focal technique du FEM.
- Les projets d'un montant supérieur à 2 millions de dollars constituent des projets de grande envergure ; ceux d'un montant inférieur ou égal à 2 millions de dollars sont des projets de moyenne envergure. Les projets de moyenne envergure sont soumis à un cycle encore plus allégé que celui des projets de grande envergure.
- Pour les projets de grande envergure, la soumission dans le cadre du Fonds pour les PMA commence par une fiche d'identité du projet (FIP), suivie d'un formulaire d'agrément du DG. Le processus pour les projets de moyenne envergure peut démarrer avec un formulaire d'agrément du DG. Une fois que le DG a donné son agrément, les fonds peuvent être débloqués et transférés à l'Entité d'exécution.

8. Le cycle des projets du Fonds pour les PMA est davantage allégé par rapport à celui adopté par la Caisse du FEM.
9. La coordination entre les parties prenantes doit commencer rapidement dans le processus, et ce avant la soumission d'une demande de financement au FEM, conformément à la Politique du FEM sur la participation du public⁸. La demande de financement est soumise par le truchement de l'Entité d'exécution retenue.
10. L'Entité d'exécution la mieux indiquée pour administrer un projet donné devrait être retenue parmi les dix que compte le FEM⁹ et elle peut être différente de celle qui a aidé à préparer le PANA du pays.
11. Chacune des étapes du cycle de projet est approuvée par le Conseil du Fonds pour les PMA/Fonds spécial et/ou le DG du FEM.
12. Dans le cas des **projets de grande envergure**, l'une des étapes du cycle de projet dans le cadre du Fonds pour les PMA est la soumission d'une FIP, indiquant notamment le montant du **financement pour la préparation du projet** le cas échéant (ce financement est facultatif). Après l'approbation de la FIP par le Conseil du Fonds pour les PMA/Fonds spécial, l'Entité d'exécution du FEM travaille avec le promoteur du projet à l'élaboration d'un descriptif de projet complet. Le DG du FEM donne son agrément au projet, qui est alors prêt pour la mise en œuvre.
13. Le **projet de moyenne envergure** est approuvé par le DG, une approbation qui peut se faire en une étape. En d'autres termes, le promoteur du projet peut démarrer le processus en présentant un descriptif de projet complet. La mise en œuvre peut commencer une fois le descriptif de projet approuvé par le DG du FEM. Toutefois, si le promoteur souhaite avoir accès à un financement pour la préparation du projet (financement PPG), une FIP approuvée sera également requise pour un projet de moyenne envergure.
14. L'Entité d'exécution du FEM travaille très étroitement avec le pays à chacune des étapes successives, et, en fin de compte, elle aide le pays à mettre en œuvre le projet.
15. *Les modèles de FIP, de présentation du financement PPG et d'agrément/approbation de projet par le DG font l'objet des annexes I, II, et III respectivement. Les modèles utilisés pour demander des financements au titre du Fonds pour les PMA peuvent être téléchargés sur le site web du FEM.*

FIGURE 1. LES ENTITÉS D'EXÉCUTION DU FEM



8. http://www.thegef.org/gef/public_involvement

9. Les directives du FEM peuvent être consultées en ligne pour aider à sélectionner l'organisme indiqué en fonction de son avantage comparatif dans le domaine de l'adaptation au changement climatique : http://www.thegef.org/gef/gef_agencies

FIGURE 2. CYCLE DES PROJETS FINANCÉS PAR LE FONDS POUR LES PMA — PROJET DE GRANDE ENVERGURE (D'UN MONTANT SUPÉRIEUR À 2 MILLIONS DE DOLLARS)

ÉTAPE 1.

ENTITÉ RESPONSABLE : **Promoteur du projet et Entité d'exécution**

OBJET : **Idee de projet**

- Le promoteur du projet — un gouvernement, une ONG ou une organisation de proximité d'un PMA cherche à établir un partenariat avec l'une des dix Entités d'exécution du FEM et à obtenir l'aval du point focal technique du FEM pour l'idée de projet.
- Soumission de l'idée de projet sur une fiche d'identité du projet (FIP) au Secrétariat du FEM. Une demande de financement pour la préparation du projet peut également être introduite à ce stade.

ENTITÉ RESPONSABLE : **Secrétariat du FEM et Conseil du Fonds pour les PMA/Fonds spécial**

OBJET : **Examen de l'idée de projet (FIP)**

- Le Secrétariat du FEM procède à une évaluation technique de la FIP. La norme de service au FEM est de 10 jours ouvrables pour cette phase. Si le Secrétariat du FEM recommande la FIP, elle sera mise en ligne à l'attention du Conseil du Fonds pour les PMA/Fonds spécial (autrement, le projet peut être renvoyé pour révision, ou rejeté s'il n'est pas admissible).
- Le Conseil du Fonds pour les PMA/Fonds spécial dispose de 4 semaines pour examiner la FIP. L'approbation est accordée sur la base de la non objection.
- Si une demande de financement pour la préparation du projet (financement PPG) est approuvée, les fonds correspondants seront décaissés.

ÉTAPE 2.

ENTITÉ RESPONSABLE : **Promoteur du projet et Entité d'exécution**

OBJET : **Préparation du projet**

- La préparation du projet devrait être bouclée dans les meilleurs délais, et au plus tard 18 mois après la date d'approbation du Conseil du Fonds pour les PMA/Fonds spécial.

ENTITÉ RESPONSABLE : **Secrétariat du FEM (et Conseil, le cas échéant)**

OBJET : **Agrément/approbation du descriptif du projet**

- Une fois que le descriptif du projet complet a été soumis, le FEM se donne 10 jours ouvrables pour l'instruire, en procédant notamment à un examen technique.
- Il est distribué aux membres du Conseil uniquement si :
 - Un membre du Conseil a demandé, au moment de l'approbation de la FIP, que le Secrétariat communique la version finale du descriptif de projet au Conseil pour examen avant l'agrément ; ou
 - Le DG du FEM a, après examen, jugé que la portée du projet et l'approche ont été modifiées de façon substantielle depuis l'approbation de la FIP.
- Le DG du FEM donne son agrément au projet. Le décaissement et la mise en œuvre s'ensuivent.

FIGURE 3. CYCLE DES PROJETS DANS LE CADRE DU FONDS POUR LES PMA — PROJET DE MOYENNE ENVERGURE (D'UN MONTANT INFÉRIEUR OU ÉGAL À 2 MILLIONS DE DOLLARS)

OPTION 1

ENTITÉ RESPONSABLE : **Promoteur du projet et Entité d'exécution**

OBJET : **Idée de projet**

- Le promoteur du projet d'un PMA cherche à établir un partenariat avec l'une des dix Entités d'exécution du FEM et à obtenir l'aval du point focal technique du FEM pour l'idée de projet.

ENTITÉ RESPONSABLE : **Secrétariat du FEM**

OBJET : **Agrément/approbation du descriptif du projet**

- Soumission du descriptif de projet complet. Le DG approuve le projet, et le décaissement et la mise en œuvre peuvent commencer.

OPTION 2 ÉTAPE 1.

ENTITÉ RESPONSABLE : **Promoteur du projet et Entité d'exécution**

OBJET : **Idée de projet**

- Le promoteur du projet — un individu ou une entité cherche à établir un partenariat avec l'une des dix Entités d'exécution du FEM et à obtenir l'aval du point focal technique du FEM pour l'idée de projet.
- Soumission de l'idée de projet sur une fiche d'identité du projet (FIP) si une demande de financement pour la préparation du projet est introduite (ce financement ne peut être accordé avant l'approbation de la FIP).

ENTITÉ RESPONSABLE : **Secrétariat du FEM**

OBJET : **Examen de l'idée de projet (FIP) et du financement PPG**

- La norme de service au FEM est de 10 jours ouvrables pour cette phase. Après un examen technique, le DG du FEM approuve la FIP et le financement PPG, ou la FIP et la demande de financement PPG sont renvoyés pour révision ou rejetés s'ils ne sont pas admissibles. Une fois approuvé, le financement PPG est débloqué.

ÉTAPE 2.

ENTITÉ RESPONSABLE : **Promoteur du projet et Entité d'exécution**

OBJET : **Préparation du projet**

- La préparation du projet devrait être bouclée dans les meilleurs délais, et au plus tard 12 mois après la date d'approbation du Conseil du Fonds pour les PMA/Fonds spécial.

ENTITÉ RESPONSABLE : **Secrétariat du FEM**

OBJET : **Agrément/approbation du descriptif du projet**

- Une fois la proposition complète soumise, le FEM dispose, selon sa norme, de 10 jours ouvrables pour l'instruire, en procédant notamment à une évaluation technique.
- Le DG du FEM donne son agrément au projet. Le décaissement et la mise en œuvre suivent.



INFORMATIONS À COMMUNIQUER

16. Une fois que le projet a reçu l'agrément du DG, les financements du Fonds pour les PMA sont prêts à être décaissés au profit du pays via l'Entité d'exécution. La mise en œuvre peut alors commencer.
17. Le Secrétariat du FEM, en collaboration avec ses Entités d'exécution, a élaboré un Mécanisme de gestion à objectifs de résultat afin de mesurer les progrès et les résultats des projets. Par conséquent, il incombe à l'Entité d'exécution de préparer des rapports spécifiques à certains stades du projet.
18. Durant la mise en œuvre, l'Entité d'exécution est chargée de présenter annuellement des Examens de l'état d'avancement des projets. L'outil de suivi-évaluation de l'adaptation (AMAT) du Fonds pour les PMA/Fonds spécial a été conçu pour aider à suivre les résultats et les indicateurs de produit des projets, dont rapport est fait dans l'Examen de l'état d'avancement du projet établi annuellement.
19. Un examen à mi-parcours est également requis pour les projets de grande envergure uniquement. Ce rapport est en principe plus étoffé qu'un Examen de l'état d'avancement du projet.

20. L'Entité d'exécution doit en outre présenter une Évaluation finale au Bureau de l'évaluation du FEM dans les 12 mois qui suivent l'achèvement de l'exécution du projet¹⁰.

APPROCHE-PROGRAMME

21. Dans le cadre du Fonds pour les PMA, l'approche-programme est une formule qui prévoit un dispositif stratégique à long terme qui regroupe plusieurs projets distincts mais liés les uns aux autres et ayant pour but d'atteindre les objectifs du Fonds pour les PMA, en mettant à profit leurs complémentarités et leur envergure au plan des résultats.
22. Le Fonds pour les PMA suit les procédures de la Caisse du FEM en matière d'accès aux ressources allouées au titre de l'approche-programme, avec quelques exceptions où le Fonds pour les PMA diffère de la Caisse du FEM, essentiellement en ce qui concerne leurs cycles de projet respectifs, tel qu'examiné ci-dessus. De plus amples informations concernant l'approche-programme, notamment dans le contexte du Fonds pour les PMA, sont fournies dans la plus récente version du document du Conseil du FEM intitulé « Cycle de projet du FEM », disponible sur le site web de l'institution¹¹.

10. Les directives sur la réalisation d'une évaluation finale sont disponibles à l'adresse <http://www.thegef.com/gef/node/785>.

11. www.thegef.org

CRITÈRES D'EXAMEN DES PROJETS PRÉSENTÉS¹²

CRITÈRES D'APPROBATION DE LA FIP

23. Lors de la préparation de la FIP, l'idée maîtresse du projet et la manière dont elle s'imbrique dans les activités connexes devraient être indiquées. Les critères d'examen de la FIP sont présentés ci-dessous. Le processus d'examen de la FIP offre à ceux qui en ont la charge la possibilité de demander à l'Entité d'exécution des éclaircissements sur toute question. Des délibérations plus approfondies peuvent avoir lieu lors de la phase suivante de préparation du projet.
24. Les questions posées dans le cadre de l'examen de la FIP portent sur quatre catégories de renseignements essentiels à fournir dans la FIP :

Idee de base du projet (effets positifs au plan de l'adaptation et justification du coût additionnel) :

- Quel serait le scénario de développement normal probable du secteur visé en l'absence du changement climatique ?
- À quoi le changement climatique expose-t-il ?
- Avec les investissements du Fonds pour les PMA, quelles sont les activités spécifiques à mener pour renforcer la capacité d'adaptation au changement climatique du processus de développement de base ou normal ?

Cadrage avec les priorités des PANA :

- Le projet répond-il à la/aux plus haute(s) priorité(s) définies dans le PANA, et sinon, pourquoi ?

Dispositif de mise en œuvre :

- Qui exécutera le projet et pourquoi (avantage comparatif de l'Entité ou des Entités d'exécution notamment) ?
- Le projet est-il coordonné avec les autres projets et programmes pour éviter une répétition des mêmes activités ?

Budget indicatif et cofinancement :

- Quelle sera la ventilation budgétaire des différentes composantes du projet et pourquoi ?
- Quel est le niveau de cofinancement attendu et de quelles sources (voir la section suivante pour plus de précisions sur le cofinancement) ?

Une liste des questions posées durant le processus d'examen interne de la FIP par le Secrétariat du FEM est disponible en ligne¹³.

CRITÈRES D'AGRÈMENT/APPROBATION DES PROJETS PAR LE DG

25. Comme pour la FIP, les questions posées durant l'examen du descriptif de projet par le FEM portent sur quatre catégories de renseignements essentiels devant figurer dans le descriptif soumis à l'approbation du DG :

Idee de projet et justification du coût additionnel :

Ces informations sont similaires à celles fournies au stade de la FIP (voir la section sur la FIP ci-dessus), mais elles sont beaucoup plus détaillées — notamment en ce qui concerne les activités d'adaptation spécifiques de chacune des composantes du projet, et la manière dont ces activités contribueront à l'objectif global du projet.

Dispositif de mise en œuvre : *Ces informations sont similaires à celles fournies au stade de la FIP (voir la section sur la FIP ci-dessus), mais elles sont beaucoup plus détaillées en ce qui concerne les mécanismes de mise en œuvre et de coordination.*

Budget indicatif et cofinancement : *Ces informations sont similaires à celles fournies au stade de la FIP (voir la section sur la FIP ci-dessus), mais elles comprennent un budget détaillé.*

Lettre d'autorisation de tous les cofinancements (voir la section suivante pour plus de précisions sur le cofinancement)

Cadre de suivi et d'évaluation

- Une description précise du processus et un calendrier pour le processus de suivi-évaluation.
- Un cadre stratégique de résultats qui détermine des indicateurs d'impact clairs, ainsi que les valeurs de référence et celles visées, pour chacune des réalisations et chacun des produits du projet.

26. Si un ou plusieurs renseignements essentiels sont absents de la demande d'agrément du DG ou incomplets, l'examineur ne pourra pas fournir de réponse précise aux questions et devra demander à l'Entité d'exécution de fournir ces renseignements dans une nouvelle demande. Cependant, tant que l'idée de projet et le budget correspondent à ceux présentés dans la FIP, l'admissibilité générale du projet n'est pas remise en question à ce stade.

12. Adapté du document intitulé "Least developed countries step-by-step guide for implementing national adaptation programmes of action", URL: http://unfccc.int/resource/docs/publications/ldc_napa2009.pdf

13. <http://www.thegef.org/gef/guidelines>



COÛT DE L'ADAPTATION ET COFINANCEMENT

27. Le Fonds pour les PMA vise principalement à prendre en charge le coût intégral des projets relevant des PANA. Il finance en particulier les mesures urgentes et immédiates d'adaptation qui réduisent la vulnérabilité et accroissent la capacité à résister à l'épreuve des effets de la modification du climat. Or l'adaptation et le développement sont étroitement liés. Les documents de programmation du Fonds pour les PMA/Fonds spécial et les décisions de la Conférence des Parties prennent en compte ces aspects dans les termes et concepts ci-après.
28. Le coût intégral de l'adaptation se traduit par le terme « coût additionnel » dans les décisions de la Conférence des Parties et dans les documents de programmation du Fonds pour les PMA/Fonds spécial. Ce concept est utilisé pour expliquer comment les coûts de l'adaptation s'ajoutent aux coûts du scénario de développement normal. Le scénario de développement normal renvoie aux activités qui seraient tout aussi bien menées en l'absence du changement climatique. Le coût intégral de l'adaptation est entièrement pris en charge par le Fonds pour les PMA/Fonds spécial.
29. Par conséquent, dans le contexte des projets d'adaptation financés par le Fonds pour les PMA, le cofinancement s'entend du coût qui serait encouru pour un scénario de développement normal. Ce montant est considéré comme le **scénario de base** du projet et il constitue le cofinancement ; au-delà de ce montant, le coût intégral de l'adaptation représente le **coût additionnel**, qui est pris en charge par le Fonds spécial.
30. L'idée derrière le concept de cofinancement est d'utiliser les ressources du Fonds pour les PMA pour faciliter l'adaptation au changement climatique dans le contexte d'une intervention plus importante en faveur du développement. Dans ce cas, le cofinancement peut comprendre une aide au développement (de source bilatérale ou multilatérale), des lignes budgétaires du gouvernement, et des contributions d'ONG et de groupes locaux, en espèces — ou sous forme de dons, de prêts, de prêts souples — ou en nature. Le fait d'utiliser les financements du Fonds pour les PMA pour intégrer systématiquement les mesures d'adaptation dans des projets d'investissement de grande envergure permet d'avoir un plus grand impact, en mettant à profit les synergies et en tirant parti des économies d'échelle.
31. Étant donné que le Fonds pour les PMA finance le coût intégral de l'adaptation, il peut également financer des projets autonomes, à condition que les activités financées soient exclusivement des interventions d'adaptation non liées au scénario de développement normal.



32. Les ratios de répartition budgétaire (c.-à-d. la proportion des financements affectés aux différentes composantes, par exemple « assistance technique », « investissements » ou « gestion du projet ») de l'activité financée au titre du Fonds pour les PMA peuvent être différents de ceux de l'activité de base ; toutefois, des précisions indiquant pourquoi cette répartition est nécessaire doivent être fournies aux stades de soumission de la FIP et/ou d'agrément du DG. **L'exemple 1** fournit de plus amples précisions sur les concepts de « coût de l'adaptation » et de « cofinancement » dans le cadre de l'accès aux financements du Fonds pour les PMA.

ACCÈS ÉQUILIBRÉ ET RESSOURCES DISPONIBLES PAR PAYS

33. Aux termes de la décision 6/CP.9 de la Conférence des Parties à la CCNUCC, le Fonds pour les PMA doit appliquer un principe d'accès équitable des pays les moins avancés Parties à un financement pour la mise en œuvre des programmes d'action nationaux aux fins de l'adaptation. Dans le document du FEM sur la programmation des ressources du Fonds pour les PMA (GEF/C.28/18), lui-même fondé sur les directives contenues dans la décision 3/CP.1, le principe de l'accès équitable s'est traduit par le concept d'accès équilibré.

34. Le principe de l'accès équilibré fait en sorte que **les financements pour la mise en œuvre des PANA seront disponibles pour tous les PMA**, et non accordés par ordre d'arrivée (ce qui risque de favoriser les pays ayant des capacités institutionnelles plus solides en matière d'élaboration de projets au détriment des PMA les plus vulnérables).





35. En application du principe de l'accès équilibré, les PMA ont décidé de fixer un « plafond » ou un montant maximal qui ne sera pas dépassé, afin d'éviter d'épuiser les ressources limitées du Fonds pour les PMA. En principe, une partie des financements disponibles est réservée à chaque PMA. Le plafond est relevé proportionnellement au volume des ressources du Fonds à mesure que les donateurs y contribuent annuellement et à différents moments.

À titre d'exemple, le plafond du financement au titre du Fonds pour les PMA s'établissait à 3,5 millions de dollars en 2006. Avec l'augmentation des ressources disponibles, il est passé à 6 millions de dollars en 2008 et à 8 millions de dollars en 2010. Ce qui signifie qu'à mesure que le plafond est relevé, un PMA qui a épuisé ses ressources sous le plafond de 2006 peut avoir accès à la différence.

36. Parce que la reconstitution du Fonds pour les PMA repose sur des contributions librement consenties, l'on ne saurait prédire avec exactitude le montant

EXEMPLE 1 COFINANCEMENT ET COÛT DE L'ADAPTATION DANS UN SCÉNARIO DE DÉVELOPPEMENT NORMAL

Cet exemple porte sur un projet d'irrigation normal imaginaire qui pourrait déjà être soit au stade de la planification/conception soit en cours d'exécution. Il montre comment une intervention d'adaptation au changement climatique, financée par le Fonds pour les PMA, pourrait être préparée. Dans cet exemple, une plaine côtière est tributaire de l'agriculture qui, jusque-là, dépendait de l'exploitation des ressources souterraines. Une approche qui toutefois n'est pas viable à long terme, car elle entraîne l'épuisement des ressources en eau et la détérioration de leur qualité. Le gouvernement examine donc d'autres solutions pour remplacer les eaux souterraines par les eaux de surface aux fins d'irrigation, et décide de demander l'aide d'une institution de développement multilatérale. Le changement climatique et ses effets sur les ressources en eau dans l'avenir ne sont pas pris en considération. Les composantes du projet normal sont décrites dans la colonne intitulée « Scénario de base / normal » de ce tableau. *Même si l'exécution est en cours*, l'adaptation au changement climatique pourrait s'appliquer aux composantes 2 et 3. Toutefois, comme le montre cet exemple, l'intervention liée au changement climatique est en général le plus efficace *si elle est intégrée au stade le plus précoce de l'intervention en faveur du développement*.

	SCÉNARIO DE BASE / NORMAL		AVEC CHANGEMENT CLIMATIQUE
DESCRIPTION DU PROBLÈME	<p>Pour accroître la production agricole dans un delta de faible altitude, le gouvernement a soutenu la croissance agricole grâce à l'exploitation de ressources en eaux souterraines.</p> <p>Toutefois, le développement rapide s'est accompagné d'un épuisement excessif des réserves d'eau souterraine et d'une détérioration de la qualité de la ressource. Pour résoudre ce problème, le gouvernement examine différentes solutions pour remplacer les eaux souterraines par les eaux de surface aux fins d'irrigation.</p>		<p>Le changement climatique devrait diminuer les ressources en eau disponibles et relever le niveau de la mer dans cette zone de faible altitude, ce qui entraînera la salinisation du sol et de l'aquifère (intrusion des eaux salées). Pour résoudre ce problème, le gouvernement a demandé à l'Entité d'exécution d'intégrer les considérations liées à l'adaptation au changement climatique au projet d'irrigation.</p>
COMPOSANTES DU PROJET	Composante n°1 : Programme de conception, de construction et d'exploitation d'un système d'approvisionnement en eau de surface (205 millions de dollars).		L'intégration des considérations liées au changement climatique pourrait déboucher sur une conception, une construction et une exploitation à l'épreuve du climat, qui viseraient par exemple à assurer des quantités suffisantes d'eau pour contrer les effets du changement climatique, à planifier et hiérarchiser les zones à irriguer tenant compte des considérations liées au changement climatique, et à dimensionner le système de façon à satisfaire la demande de pointe durant les mois d'été envisagés sur la base des scénarios de l'évolution du climat. (3 millions de dollars)
	Composante n°2 : Appui technique aux propriétaires de petites et moyennes exploitations agricoles grâce aux mécanismes de marché. (2 millions de dollars)		Appui technique aux agriculteurs en matière de changement climatique, qui inclut la sensibilisation, l'élaboration de stratégies de renforcement de la capacité d'adaptation à la modification du climat telles que la diversification des sources de revenu, l'assurance sécheresse et les systèmes d'utilisation des eaux. (0,7 million de dollars)
	Composante n°3 : Appui au développement des institutions et au renforcement des capacités de l'unité de gestion du projet, de l'organisme de régulation et du Conseil des usagers de l'eau (6 millions de dollars)		Appui au développement des institutions et au renforcement des capacités de l'unité de gestion du projet, de l'organisme de régulation et du Conseil des usagers, <i>spécifiquement axé sur l'adaptation au changement climatique</i> (1 million de dollars)
COÛT	Coût du scénario de développement normal		Coût additionnel de l'adaptation
FINANCÉ PAR :	BMD, pays donateur, ministère de Ressources en eau et de l'Irrigation		Fonds pour les PMA
	« COFINANCEMENT »	« RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU PROJET POUR LA FIP »	« FINANCEMENTS DU FONDS POUR LES PMA »

de l'augmentation des ressources auxquelles un pays peut avoir accès dans l'avenir. Ceci dit, il est possible de faire des projections et donc une estimation du niveau de financement auquel les PMA pourraient avoir accès, tenant compte des financements qui leur ont été disponibles par le passé, des nouvelles contributions annoncées et de tout autre fait nouveau pertinent.

37. Cette approche pour atteindre l'objectif de l'accès équitable a été adoptée en prenant en considération le montant des financements disponibles et, en conséquence, elle pourrait évoluer dans l'avenir en tant que de besoin. En principe, si le Fonds pour les PMA atteint les 2 milliards de dollars, niveau requis selon l'évaluation effectuée dans le cadre de la CCNUCC, tous les PMA disposeront de suffisamment de ressources pour mettre en œuvre les mesures d'adaptation urgentes et immédiates recensées dans les PANA.

PRÉPARATION ET ACTUALISATION DES PANA GRÂCE À L'ACCÈS DIRECT

38. Le mécanisme d'accès direct a été lancé par le FEM au début de FEM-5. Les PMA peuvent avoir recours à cette option lorsqu'ils décident de préparer ou d'actualiser leur PANA. Il s'agit d'un mécanisme qui permet le transfert direct de ressources à l'appui d'une activité entre l'Administrateur de la Caisse du FEM et le gouvernement du PMA bénéficiaire. Dans ce cas, le Fonds pour les PMA applique les procédures de la Caisse du FEM qui ont été élaborées dans le document intitulé « Politique et modalités d'exécution de certaines activités — Processus de constitution des portefeuilles nationaux et rapports établis au titre des Conventions — donnant directement accès aux ressources du FEM »¹⁴.

14. <http://www.thegef.org/gef/node/3221>



ANNEXE I

Modèle de FIP



FICHE D'IDENTITÉ DU PROJET (FIP)¹

NATURE DU PROJET : (choisir la nature du projet)

TYPE DE FONDS FIDUCIAIRE : (choisir le type de fonds)

PREMIÈRE PARTIE : IDENTITÉ DU PROJET

Intitulé du projet :			
Pays :		N° d'identification du projet (FEM) : ²	
Entité(s) d'exécution du FEM :	(sélectionner) (sélectionner) (sélectionner)	N° d'identification du projet (Entité d'exécution du FEM) :	
Autres partenaires d'exécution :		Date de soumission :	
Domaine(s) d'intervention du FEM :	(sélectionner)	Durée du projet (mois)	
Intitulé du programme-cadre (le cas échéant) :		Allocations pour frais à l'Entité d'exécution (USD)	
➤ Pour la GDF/REDD+ <input type="checkbox"/>			

A. CADRE STRATÉGIQUE DU DOMAINE D'INTERVENTION³ :

Objectifs dans le domaine d'intervention	Résultats escomptés dans le domaine d'intervention	Produits escomptés dans le domaine d'intervention	Fonds fiduciaire	Montant indicatif du financement (USD)	Montant indicatif du cofinancement (USD)
(sélectionner) (sélectionner)			(sélectionner)		
(sélectionner) (sélectionner)			(sélectionner)		
(sélectionner) (sélectionner)			(sélectionner)		
(sélectionner) (sélectionner)			(sélectionner)		
(sélectionner) (sélectionner)			(sélectionner)		
(sélectionner) (sélectionner)			(sélectionner)		
(sélectionner) (sélectionner)			(sélectionner)		
(sélectionner) (sélectionner)			(sélectionner)		
(sélectionner) (sélectionner)			(sélectionner)		
(sélectionner) (sélectionner)			(sélectionner)		
(sélectionner) (sélectionner)	Autres		(sélectionner)		
Total partiel				0	0
Coût de la gestion du projet ⁴			(sélectionner)		
Coût total du projet				0	0

B. CADRE DU PROJET

Objectif du projet :						
Composante du projet	Nature du financement	Résultats escomptés	Produits escomptés	Fonds fiduciaire	Montant indicatif du financement (USD)	Montant indicatif du cofinancement (USD)
	(sélectionner)			(sélectionner)		
	(sélectionner)			(sélectionner)		
	(sélectionner)			(sélectionner)		
	(sélectionner)			(sélectionner)		
	(sélectionner)			(sélectionner)		
	(sélectionner)			(sélectionner)		
	(sélectionner)			(sélectionner)		
	(sélectionner)			(sélectionner)		
	(sélectionner)			(sélectionner)		
	(sélectionner)			(sélectionner)		

¹ Il est très important de consulter les directives pour la préparation de la FIP en remplissant ce formulaire.

² Le numéro d'identification du projet sera attribué par le Secrétariat du FEM.

³ Se référer au guide joint au [Cadre de résultats du domaine d'intervention](#) pour remplir ce tableau.

⁴ Le FEM ne prendra en charge que les coûts de gestion liés au financement du projet par le FEM.

Total partiel		0	0
Coût de la gestion du projet ⁵	(sélectionner)		
Coût total du projet		0	0

C. MONTANT INDICATIF DU COFINANCEMENT DU PROJET PAR SOURCE ET PAR NOM LE CAS ÉCHÉANT (USD)

Sources de cofinancement	Nom de l'organisme de cofinancement	Nature du cofinancement	Montant (USD)
(sélectionner)		(sélectionner)	
(sélectionner)		(sélectionner)	
(sélectionner)		(sélectionner)	
(sélectionner)		(sélectionner)	
(sélectionner)		(sélectionner)	
(sélectionner)		(sélectionner)	
(sélectionner)		(sélectionner)	
(sélectionner)		(sélectionner)	
(sélectionner)		(sélectionner)	
(sélectionner)		(sélectionner)	
(sélectionner)		(sélectionner)	
Montant total du cofinancement			0

D. RESSOURCES DU FEM/FONDS POUR LES PMA/FONDS SPÉCIAL SOLLICITÉES PAR ENTITÉ D'EXÉCUTION, PAR DOMAINE D'INTERVENTION ET PAR PAYS¹

Entité d'exécution du FEM	Fonds fiduciaire	Domaine d'intervention	Pays/bénéficiaires mondiaux	Montant du financement (a)	Allocations pour frais à l'Entité d'exécution (b) ²	Total c=a+b
(sélectionner)	(sélectionner)	(sélectionner)				0
(sélectionner)	(sélectionner)	(sélectionner)				0
(sélectionner)	(sélectionner)	(sélectionner)				0
(sélectionner)	(sélectionner)	(sélectionner)				0
(sélectionner)	(sélectionner)	(sélectionner)				0
(sélectionner)	(sélectionner)	(sélectionner)				0
(sélectionner)	(sélectionner)	(sélectionner)				0
(sélectionner)	(sélectionner)	(sélectionner)				0
(sélectionner)	(sélectionner)	(sélectionner)				0
(sélectionner)	(sélectionner)	(sélectionner)				0
Montant total des financements				0	0	0

¹ Pas besoin de renseigner ce tableau s'il s'agit d'un projet relevant d'un seul domaine d'intervention, concernant un seul pays et faisant intervenir une seule Entité d'exécution du FEM et un seul fonds fiduciaire.

² Prière d'indiquer les allocations pour frais liées à ce projet.

⁵ Idem à la note de bas de page n° 3.

DEUXIÈME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

A. DESCRIPTION DE LA COHÉRENCE DU PROJET AVEC :

A.1.1 les stratégies dans le [domaine d'intervention du FEM](#) / du [Fonds pour les PMA/Fonds spécial](#) :

A.1.2. Pour les projets financés par le Fonds pour les PMA/Fonds spécial : les critères d'admissibilité et les priorités du Fonds pour les PMA/Fonds spécial :

A.2. les stratégies et plans ou évaluations et rapports nationaux au titre des conventions pertinentes, le cas échéant, c.-à-d. PANA, PAN, les stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (NBSAP), communications nationales, EBT, PNM, DSRP, PCPN, etc. :

B. RÉSUMÉ DU PROJET :

B.1. Décrire le projet de base et le problème qu'il vise à résoudre :

B.2. [Surcoût/Coût additionnel](#) : décrire les activités entraînant un surcoût (Caisse du FEM) ou un coût additionnel (Fonds pour les PMA/Fonds spécial) et pour lesquelles le financement du FEM/Fonds pour les PMA/Fonds spécial est sollicité, ainsi que les [effets positifs pour l'environnement mondial](#) (Caisse du FEM) ou les effets positifs au plan de l'adaptation (Fonds pour les PMA/Fonds spécial) que le projet devrait avoir :

B.3. Décrire les avantages socioéconomiques que devrait procurer le projet aux échelons national et local, en prenant en considération les aspects liés à l'égalité des sexes, et la manière dont ils aideront à avoir les effets positifs pour l'environnement mondial (Caisse du FEM) ou les effets positifs au plan de l'adaptation (Fonds pour les PMA/Fonds spécial). Pour information, lire la publication intitulée [Mainstreaming Gender at the GEF](#) :

B.4 Indiquer les risques, notamment climatiques, susceptibles d'empêcher le projet d'atteindre ses objectifs, et si possible, proposer des mesures à prendre pour les atténuer, lesquelles devront être davantage élaborées lors de la conception du projet :

B.5. Recenser les principaux acteurs associés au projet, tels que le secteur privé, les organisations de la société civile, les collectivités locales et les populations autochtones, et déterminer leurs rôles respectifs, le cas échéant.

B.6. Faire une ébauche de la coordination avec d'autres activités connexes :

C. DÉCRIRE L'AVANTAGE COMPARATIF DE L'ENTITÉ D'EXÉCUTION DU FEM PAR RAPPORT À LA MISE EN ŒUVRE DE CE PROJET :

C.1 Indiquer le montant du cofinancement apporté par l'Entité d'exécution du FEM au projet :

C.2 Comment le projet cadre-t-il avec le programme de l'Entité d'exécution (selon des documents comme le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF), la stratégie d'aide-pays (CAS), etc.) et la capacité du personnel présent dans le pays à suivre sa mise en œuvre :

TROISIÈME PARTIE : APPROBATION/AVAL DU POINT FOCAL/DES POINTS FOCaux TECHNIQUE(S) DU FEM ET DE L'ENTITÉ/DES ENTITÉS D'EXÉCUTION DU FEM

- A. LETTRE D'APPROBATION DU POINT FOCAL/DES POINTS FOCaux TECHNIQUE(S) POUR LE COMPTE DES AUTORITÉS :** (Prière de joindre la(les) [lettre\(s\) d'approbation du/des points focaux techniques](#) en se servant de ce modèle. Pour le Programme de microfinancements, prière d'utiliser cette [lettre d'approbation du point focal technique](#)).

NOM	POSTE	MINISTÈRE	DATE (mm/jj/aaaa)

- B. CERTIFICATION DE L'ENTITÉ/DES ENTITÉS D'EXÉCUTION DU FEM**

Cette demande a été préparée en application des politiques et procédures du FEM/Fonds pour les PMA/Fonds spécial et satisfait aux critères d'identification et de préparation des projets.					
Coordinateur de l'Entité d'exécution, nom de l'Entité d'exécution	Signature	DATE (mm/jj/aaaa)	Personne à contacter pour le projet	Téléphone	Adresse électronique

ANNEXE II

**Modèle de demande de financement PPG
dans le cadre du Fonds pour les PMA**



FINANCEMENT POUR LA PRÉPARATION DU PROJET (FINANCEMENT PPG)

NATURE DU PROJET : (choisir le type de projet)

FONDS FIDUCIAIRE : (choisir le type de fonds)

Date de soumission :

N° D'IDENTIFICATION DU PROJET (FEM) :

N° D'IDENTIFICATION DU PROJET (ENTITÉ D'EXÉCUTION DU FEM) :

PAYS :

INTITULÉ DU PROJET :

ENTITÉ(S) D'EXÉCUTION DU FEM : (sélectionner), (sélectionner), (sélectionner)

DOMAINE(S) D'INTERVENTION DU FEM : (sélectionner)

A. CALENDRIER DE PRÉPARATION DU PROJET

Date du démarrage du processus du financement PPG	
Date d'achèvement du processus du financement PPG	

B. ACTIVITÉS ENVISAGÉES AU TITRE DE LA PRÉPARATION DU PROJET (USD)

Décrire les activités liées au financement PPG et fournir les justifications correspondantes :					
Listes des activités envisagées au titre de la préparation du projet	Produits des activités menées dans le cadre du financement PPG	Fonds fiduciaire	Montant du financement (a)	Cofinancement (b)	Total c = a + b
		(sélectionner)			0
		(sélectionner)			0
		(sélectionner)			0
		(sélectionner)			0
		(sélectionner)			0
		(sélectionner)			0
		(sélectionner)			0
		(sélectionner)			0
		(sélectionner)			0
		(sélectionner)			0
		(sélectionner)			0
		(sélectionner)			0
		(sélectionner)			0
Montant total du financement pour la préparation du projet			0	0	0

C. RÉSUMÉ DU PLAN DE FINANCEMENT POUR LA PRÉPARATION DU PROJET : (USD)

	Préparation du projet	Allocations pour frais à l'Entité d'exécution
Montant du financement		
Cofinancement		
Total		

D. MONTANT SOLLICITÉ POUR LE FINANCEMENT DE LA PRÉPARATION DU PROJET, PAR ENTITÉ D'EXÉCUTION, PAR DOMAINE D'INTERVENTION ET PAR PAYS¹

Fonds fiduciaire	Entité d'exécution du FEM	Domaine d'intervention	Pays/Projet mondial	(en dollars US)		
				Financement PPG (a)	Allocations pour frais à l'Entité d'exécution (b)	Total c = a + b
(sélectionner)	(sélectionner)	(sélectionner)				0
(sélectionner)	(sélectionner)	(sélectionner)				0
(sélectionner)	(sélectionner)	(sélectionner)				0
(sélectionner)	(sélectionner)	(sélectionner)				0
(sélectionner)	(sélectionner)	(sélectionner)				0
(sélectionner)	(sélectionner)	(sélectionner)				0
(sélectionner)	(sélectionner)	(sélectionner)				0
(sélectionner)	(sélectionner)	(sélectionner)				0
(sélectionner)	(sélectionner)	(sélectionner)				0
(sélectionner)	(sélectionner)	(sélectionner)				0
(sélectionner)	(sélectionner)	(sélectionner)				0
(sélectionner)	(sélectionner)	(sélectionner)				0
Montant total du financement PPG				0	0	0

¹ Pas besoin de renseigner ce tableau s'il s'agit d'un projet relevant d'un seul domaine d'intervention, concernant un seul pays et faisant intervenir une seule Entité d'exécution du FEM.

E. BUDGET LIÉ AU FINANCEMENT PPG

Éléments de coût	Nombre estimatif total de semaines de travail lié au financement	Montant du financement (USD)	Cofinancement (USD)	Total (USD)
Consultants locaux *				0
Consultants internationaux*				0
Déplacements				0
				0
				0
				0
Montant total du budget lié au financement PPG		0	0	0

* L'annexe A qui porte sur la présentation détaillée des coûts liés aux consultants doit être préparée avant de remplir ce tableau. Voir les notes portées à l'annexe A pour les renseignements détaillés à fournir. Ce tableau présente la somme que représente l'ensemble des consultants locaux et internationaux indiqués à l'annexe A.

F. CERTIFICATION DE L'ENTITÉ/DES ENTITÉS D'EXÉCUTION DU FEM

Cette demande a été préparée en application des politiques et procédures du FEM et satisfait aux critères d'identification et de préparation des projets du FEM/Fonds pour les PMA/Fonds spécial.

Coordinateur de l'Entité d'exécution, nom de l'Entité d'exécution	Signature	Date (Mois, jour, année)	Personne à contacter pour le projet	Téléphone	Adresse électronique

Annexe A

Consultants pris en charge par financement pour la préparation du (financement PPG)

Type de Consultant	Poste / Titre	(USD) Semaine de travail ¹	Nombre estimatif de semaines de travail ²	Tâches à accomplir
(sélectionner)				
(sélectionner)				
(sélectionner)				
(sélectionner)				
(sélectionner)				
(sélectionner)				
(sélectionner)				
(sélectionner)				

¹ Indiquer le montant en dollars par semaine de travail.

² Indiquer le nombre de semaines de travail requis pour accomplir la tâche.

ANNEXE III

**Modèle de demande d'agrément du DG
dans le cadre du Fonds pour les PMA**



DEMANDE DE (sélectionner la décision voulue)¹

NATURE DU PROJET : (choisir le type de projet)

TYPE DE FONDS FIDUCIAIRE : (choisir le type de fonds)

PREMIÈRE PARTIE : RENSEIGNEMENTS SUR LE PROJET

Intitulé du projet :			
Pays :		N° d'identification du projet (FEM) : ²	
Entité(s) d'exécution du FEM :	(sélectionner) (sélectionner) (sélectionner)	N° d'identification du projet (Entité d'exécution du FEM) :	
Autres partenaires d'exécution :		Date de soumission :	
Domaine(s) d'intervention du FEM :	(sélectionner)	Durée du projet (mois)	
Nom du programme-cadre (le cas échéant) : Pour la GDF/REDD+ <input type="checkbox"/>		Allocations pour frais à l'Entité d'exécution (USD)	

A. CADRE STRATÉGIQUE DANS LE DOMAINE D'INTERVENTION³

Objectifs dans le domaine d'intervention	Résultats escomptés dans le domaine d'intervention	Produits escomptés dans le domaine d'intervention	Fonds fiduciaire	Montant du financement (USD)	Cofinancement (USD)
(sélectionner) (sélectionner)			(sélectionner)		
(sélectionner) (sélectionner)			(sélectionner)		
(sélectionner) (sélectionner)			(sélectionner)		
(sélectionner) (sélectionner)			(sélectionner)		
(sélectionner) (sélectionner)			(sélectionner)		
(sélectionner) (sélectionner)			(sélectionner)		
(sélectionner) (sélectionner)			(sélectionner)		
(sélectionner) (sélectionner)			(sélectionner)		
(sélectionner) (sélectionner)			(sélectionner)		
(sélectionner) (sélectionner)			(sélectionner)		
(sélectionner) (sélectionner)	Autres		(sélectionner)		
Total partiel				0	0
Coût de la gestion du projet ⁴			(sélectionner)		
Coût total du projet				0	0

B. CADRE DU PROJET

Objectif du projet :						
Composante du projet	Type d'aide	Résultats escomptés	Produits escomptés	Fonds fiduciaire	Montant du financement (USD)	Cofinancement confirmé (USD)
	(sélectionner)			(sélectionner)		
	(sélectionner)			(sélectionner)		
	(sélectionner)			(sélectionner)		
	(sélectionner)			(sélectionner)		
	(sélectionner)			(sélectionner)		
	(sélectionner)			(sélectionner)		
	(sélectionner)			(sélectionner)		
	(sélectionner)			(sélectionner)		
	(sélectionner)			(sélectionner)		

¹ Il importe de consulter les Directives du FEM sur la préparation des projets pour remplir ce formulaire.

² Le numéro d'identification du projet sera attribué par le Secrétariat du FEM.

³ Se référer au [Cadre de résultats du domaine d'intervention](#) pour remplir ce tableau de la section A.

⁴ Il s'agit du coût associé à l'unité exécutant le projet sur le terrain et qui pourrait être financé au moyen du fonds fiduciaire ou des sources de cofinancement.

	(sélectionner)			(sélectionner)		
Total partiel					0	0
Coût de la gestion du projet ⁵				(sélectionner)		
Coût total du projet					0	0

C. SOURCES DE COFINANCEMENT CONFIRMÉ POUR LE PROJET PAR SOURCE ET PAR NOM (USD)

Sources de cofinancement	Nom du cofinancier (source)	Nature du cofinancement	Montant du cofinancement (USD)
(sélectionner)		(sélectionner)	
(sélectionner)		(sélectionner)	
(sélectionner)		(sélectionner)	
(sélectionner)		(sélectionner)	
(sélectionner)		(sélectionner)	
(sélectionner)		(sélectionner)	
(sélectionner)		(sélectionner)	
(sélectionner)		(sélectionner)	
(sélectionner)		(sélectionner)	
(sélectionner)		(sélectionner)	
Montant total du cofinancement			0

D. RESSOURCES DU FEM/FONDS POUR LES PMA/FONDS SPÉCIAL SOLLICITÉES PAR ENTITÉ D'EXÉCUTION, PAR DOMAINE D'INTERVENTION ET PAR PAYS¹

Entité d'exécution du FEM	Fonds fiduciaire	Domaine d'intervention	Pays/Projet mondial	(En dollars US)		
				Montant du financement (a)	Allocations pour frais à l'Entité d'exécution (b) ²	Total c=a+b
(sélectionner)	(sélectionner)	(sélectionner)				0
(sélectionner)	(sélectionner)	(sélectionner)				0
(sélectionner)	(sélectionner)	(sélectionner)				0
(sélectionner)	(sélectionner)	(sélectionner)				0
(sélectionner)	(sélectionner)	(sélectionner)				0
(sélectionner)	(sélectionner)	(sélectionner)				0
(sélectionner)	(sélectionner)	(sélectionner)				0
(sélectionner)	(sélectionner)	(sélectionner)				0
(sélectionner)	(sélectionner)	(sélectionner)				0
(sélectionner)	(sélectionner)	(sélectionner)				0
Montant total des financements				0	0	0

E. CONSULTANTS TRAVAILLANT POUR LES COMPOSANTES RELEVANT DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE :

Composante	Nombre estimatif de semaines de travail	Montant du financement (USD)	Cofinancement (USD)	Coût total pour le projet (USD)
Consultants locaux *				0
Consultants internationaux*				0
Total		0	0	0

* Renseignements détaillés à fournir dans l'annexe C.

⁵ Idem à la note de bas de page n° 3.

F. COÛT DE LA GESTION DU PROJET

Éléments de coût	Nombre total estimatif de semaines/mois de travail	Montant du financement (USD)	Cofinancement (USD)	Coût total pour le projet (USD)
Consultants locaux *				0
Consultants internationaux*				0
Bureaux, équipements, véhicules et communication*				0
Déplacements*				0
Autres**	Préciser « Autres » (1)			0
	Préciser « Autres » (2)			0
Total		0	0	0

* Renseignements détaillés à fournir dans l'annexe C. **Pour « Autres », à préciser dans les champs *(1) et *(2)

G. LE PROJET COMPREND-IL UN INSTRUMENT AUTRE QUE LES AIDES FINANCIÈRES ? (Sélectionner)

(Si un instrument autre que les aides financières est utilisé, fournir dans l'annexe E un calendrier indicatif des remboursements à votre Entité d'exécution et au fonds fiduciaire du FEM/Fonds pour les PMA/Fonds spécial.

H. DÉCRIRE LE PLAN DE SUIVI-ÉVALUATION INSCRIT AU BUDGET

DEUXIÈME PARTIE : JUSTIFICATION DU PROJET

A. DESCRIPTION DE LA COHÉRENCE DU PROJET AVEC :

A.1.1 les stratégies dans le [domaine d'intervention du FEM/Fonds pour les PMA/Fonds spécial](#) :

A.1.2. Pour les projets financés par le Fonds pour les PMA/Fonds spécial : les critères d'admissibilité et les priorités du Fonds pour les PMA/Fonds spécial :

A.2. les stratégies et plans ou évaluations et rapports nationaux au titre des conventions pertinentes, le cas échéant, c.-à-d. PANA, PAN, stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (NBSAP), communications nationales, EBT, PNM, DSRP, PCPN, etc. :

B. RÉSUMÉ DU PROJET :

B.1. Décrire le projet de base et le problème qu'il vise à résoudre :

B.2. [Logique du surcoût/coût additionnel](#) : décrire les activités entraînant un surcoût (Caisse du FEM) ou un coût additionnel (Fonds pour les PMA/Fonds spécial) et pour lesquelles le financement du FEM/Fonds pour les PMA/Fonds spécial est sollicité, ainsi que les [effets positifs pour l'environnement mondial](#) (Caisse du FEM) ou les effets positifs au plan de l'adaptation (Fonds pour les PMA/Fonds spécial) que le projet devrait avoir :

B.3. Décrire les avantages socioéconomiques que devrait procurer le projet aux échelons national et local, en prenant en considération les aspects liés à l'égalité des sexes, et la manière dont ils aideront à avoir des effets positifs pour l'environnement mondial (Caisse du FEM) ou des effets positifs au plan de l'adaptation (Fonds pour les PMA/Fonds spécial). Pour information, lire la publication intitulée [Mainstreaming Gender at the GEF](#) :

B.4 Indiquer les risques, notamment climatiques, susceptibles d'empêcher le projet d'atteindre ses objectifs, et si possible, proposer des mesures à prendre pour les atténuer, lesquelles devront être davantage élaborées lors de la conception du projet :

B.5. Recenser les principaux acteurs associés au projet, tels que le secteur privé, les organisations de la société civile, les collectivités locales et les populations autochtones, et déterminer leurs rôles respectifs, le cas échéant.

B.6. Faire une ébauche de la coordination avec d'autres activités connexes :

C. RENSEIGNEMENTS SUR L'ENTITÉ D'EXÉCUTION DU FEM :

C.1 Confirmer le montant du cofinancement apporté par l'Entité d'exécution du FEM au projet :

C.2 Comment le projet cadre-t-il avec le programme de l'Entité d'exécution (selon des documents comme le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF), la stratégie d'aide-pays (CAS), etc.) et la capacité du personnel présent dans le pays à suivre sa mise en œuvre :

TROISIÈME PARTIE : COORDINATION ET APPUI INSTITUTIONNELS

A. DISPOSITIF INSTITUTIONNEL :

B. MÉCANISME D'EXÉCUTION DU PROJET :

QUATRIÈME PARTIE : EXPLIQUER LA CONCORDANCE ENTRE LA CONCEPTION DU PROJET ET LA FIP INITIALE

CINQUIÈME PARTIE : APPROBATION/AVAL DU POINT FOCAL/DES POINTS FOCaux TECHNIQUE(S) DU FEM ET DE L'ENTITÉ/DES ENTITÉS D'EXÉCUTION DU FEM

A. LETTRE D'AVAIL DU POINT FOCAL/DES POINTS FOCaux TECHNIQUE(S) DU FEM POUR LE COMPTE DES AUTORITÉS : (Prière de joindre la(les) [lettre\(s\) d'aval du/des points focaux techniques](#) en se servant de ce modèle. Pour le Programme de microfinancements, prière d'utiliser cette [lettre d'aval du point focal technique](#)).

NOM	POSTE	MINISTÈRE	DATE (mm/jj/aaaa)

B. CERTIFICATION DE L'ENTITÉ/DES ENTITÉS D'EXÉCUTION DU FEM

Cette demande a été préparée en application des politiques et procédures du FEM/Fonds pour les PMA/Fonds spécial et satisfait aux critères d'agrément/approbation des projets par le DG.

Coordinateur de l'Entité d'exécution, nom de l'Entité d'exécution	Signature	Date (Mois, jour, année)	Personne à contacter pour le projet	Téléphone	Adresse électronique

ANNEXE B : RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES DANS LE CADRE DE L'EXAMEN DU PROJET

(fournies par le Secrétariat et les Entités d'exécution du FEM, et réponses aux observations faites par le Conseil lors de l'inclusion dans le programme de travail, et par le Secrétariat de la Convention et le STAP au stade de la FIP).

**ANNEXE C : CONSULTANTS À RECRUTER AUX FINS DU PROJET GRÂCE AUX RESSOURCES
DU FEM/FONDS POUR LES PMA/FONDS SPÉCIAL**

<i>Poste / Titre</i>	<i>USD/ Semaines de travail*</i>	<i>Nombre estimatif de semaines de travail**</i>	<i>Tâches à accomplir</i>
Pour la gestion du projet			
Locaux			
Internationaux			
Justification des déplacements, le cas échéant :			
Pour l'assistance technique			
Locaux			
Internationaux			
Justification des déplacements, le cas échéant :			

* Indiquer le tarif en dollars par semaine de travail.

** Indiquer le nombre de semaines de travail requis pour accomplir les tâches.

ANNEXE D : ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS LIÉES À LA PRÉPARATION DU PROJET ET DE L'UTILISATION DES FONDS

- A. EXPLIQUER SI L'OBJECTIF DU FINANCEMENT PPG A ÉTÉ ATTEINT GRÂCE AUX ACTIVITÉS MENÉES AVEC L'APPUI DE CE FINANCEMENT.
- B. DÉCRIRE LES ÉLÉMENTS CONSTATÉS QUI SONT SUSCEPTIBLES D'AFPECTER LA CONCEPTION DU PROJET OU TOUT AUTRE ÉLÉMENT CONSTITUANT UNE SOURCE DE PRÉOCCUPATION À L'ÉGARD DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET, LE CAS ÉCHÉANT :
- C. FOURNIR DES RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LE FINANCEMENT DES ACTIVITÉS DE PRÉPARATION DU PROJET ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LEUR MISE EN ŒUVRE DANS LE TABLEAU CI-DESSOUS :

<i>Activités approuvées liées à la préparation du projet</i>	<i>État d'avancement de la mise en œuvre</i>	<i>Dotations du FEM/Fonds pour les PMA/Fonds spécial (USD)</i>				<i>Cofinancement (USD)</i>
		<i>Montant approuvé</i>	<i>Montant dépensé à ce jour</i>	<i>Montant engagé</i>	<i>Montant non engagé*</i>	
	(Sélectionner)					
	(Sélectionner)					
	(Sélectionner)					
	(Sélectionner)					
	(Sélectionner)					
	(Sélectionner)					
	(Sélectionner)					
	(Sélectionner)					
Total		0	0	0	0	0

* Tout montant non engagé devrait être retourné à la Caisse du FEM. Il ne s'agit pas de procéder à un transfert physique de fonds, mais de faire une déclaration et de déterminer le solde à partir du décaissement demandé à l'Administrateur. Prière d'indiquer la date envisagée pour le remboursement de fonds à l'Administrateur.

ANNEXE E : CALENDRIER DES REMBOURSEMENTS ATTENDUS (si un instrument autre que les aides financières est utilisé)

Fournir un calendrier des sommes à rembourser au FEM/Fonds pour les PMA/Fonds spécial ou à votre Entité d'exécution (et/ou les fonds autorenewelables qui seront mis en place)

CRÉDIT PHOTOS

Première de couverture : Carlo Iacovino, Kiribati
Plat intérieur : PNUD — Burkina Faso/Giacomo Pirozzi
Page 4–5 : PNUD — Bénin/F. Gerber
Page 6 : Peter et Patrick Fries, Arrowheadfilms, Bhutan
Page 12 : PNUD — Bangladesh/Felicity Woodhams
Page 14–15 : PNUD — Bangladesh/Felicity Woodhams
Page 17 : PNUD — Guinée-Bissau

AUTEURS

Bonizella Biagini et Saliha Dobardzic

COLLABORATEURS

Lars Christiansen, Rawlestone Moore, et Claudia Ortiz

LE FEM EN BREF

Le Fonds pour l'environnement mondial réunit près de 182 pays, en partenariat avec des institutions internationales, des organisations non gouvernementales et le secteur privé, pour s'attaquer à des problèmes environnementaux à caractère mondial. Organisation financière indépendante, le FEM fournit des aides financières aux pays en développement ou en transition au titre de projets liés à la biodiversité, aux changements climatiques, aux eaux internationales, à la dégradation des sols, à la couche d'ozone et aux polluants organiques persistants. Ces projets ont des effets positifs pour l'environnement mondial, servant de trait d'union entre les enjeux environnementaux locaux, nationaux et mondiaux, et promouvant des moyens d'existence viables.

Créé en 1991, le FEM est aujourd'hui la première source de financement des projets d'amélioration de l'état environnemental du globe. Il a accordé des aides à hauteur de 9 milliards de dollars sur ses fonds propres et mobilisé plus de 40 milliards de dollars de cofinancement à l'appui de plus de 2 600 projets réalisés dans plus de 165 pays en développement ou en transition. Dans le cadre de son programme de microfinancements, il a également accordé plus de 10 000 financements sans intermédiaire à des organisations non gouvernementales et à des organismes de proximité.

Le FEM est un partenariat qui rassemble dix organisations : le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la Banque mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), la Banque africaine de développement (BAfD), la Banque asiatique de développement (BASD), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque interaméricaine de développement (BID), et le Fonds international de développement agricole (FIDA). Le Groupe consultatif pour la science et la technologie (STAP) contrôle la qualité technique et scientifique des politiques et projets du FEM.

www.theGEF.org



FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE